



WOERTH A RENCONTRÉ EN URGENCE LES FÉDÉRATIONS...

... POUR CONFIRMER SES CHOIX ARBITRAIRES !

Ce mardi 29 janvier à 8 heures, c'est bien le ministre qui a reçu les fédérations, et il a joué un numéro traditionnel d'équilibriste. Il n'a pas été en mesure de lever la moindre des inquiétudes qui avaient motivé notre demande d'explications.

En effet, si ses propos introductifs avaient pour but de nous convaincre qu'aucune proposition du rapport Attali n'aurait d'impact sur la future administration DGI-DGCP, il s'est montré toujours aussi ferme sur la poursuite des suppressions d'emplois en 2008, 2009 et après.

Alors, pourquoi a-t-il accepté de nous recevoir ?

Après la nouvelle grève du 24 janvier, la pression particulière des personnels pour l'arrêt des suppressions d'emplois a poussé le ministre à s'expliquer sur ses choix et son mandat politique :

- il nous a confirmé le caractère impératif des suppressions d'emplois, qui découle des orientations gouvernementales, en précisant même que pour 2009, l'addition aurait pu être plus salée ! Il a aussi re-déroulé le « discours » habituel sur la productivité et l'efficacité.

Le ministre s'entête donc dans la conflictualité sur ce sujet déterminant notamment pour les conditions de vie au travail et pour la qualité de la formation professionnelle !

- concernant le rapport Attali, il a très clairement réfuté toute notion d'agences, de concessions de missions des trésoreries aux commerçants isolés (épicerie rurale), de retour de la retenue à la source et de changement de périmètre des missions actuelles de la DGI et de la DGCP, mais quel crédit lui apporter lorsque depuis près de 10 ans les réformes succèdent aux réorganisations en permanence ? Son analyse personnelle vaudra-t-elle encore quelque chose quand il laissera la place à son successeur ?

En clair, M. Woerth a comme objectif primordial la tenue d'un CTPM mi-mars pour la création de la DG unifiée mais il a simplement « déminé le terrain » de l'avenir des missions alors que bien d'autres revendications n'ont pas encore été abordées !

- enfin, même s'il refuse toujours d'ouvrir des négociations sur le volume des suppressions d'emplois, il prétend néanmoins disposer de marges de manœuvres pour celles sur les régimes indemnitaires et les qualifications. Il a d'ailleurs déclaré que les agents avaient un intérêt à la fusion car elle sera synonyme de prime !

Ce sujet des rémunérations, pour lequel le SNUI et SUD Trésor ont des revendications globales et ambitieuses (harmonisation et revalorisation pérennes comptant pour la retraite et égales pour tous, plan exceptionnel de qualifications), nécessitera donc une forte intervention des agents pour dépasser les modestes intentions présentées jusqu'alors par Bercy !

Le calendrier des réunions est désormais le suivant :

30, 31 janvier, 4 et 5 février, poursuite des discussions avec le coordonnateur de la réforme sur la base du dossier initial.

11 février, fin de la phase de discussion et réunion de négociations avec le ministre.

Mi février – mi Mars (jusqu'au CTPM), poursuite des négociations sur le volet social.

Après cette audience qui a confirmé les blocages du ministre sur l'emploi, ce qui augure mal des négociations pourtant promises sur les rémunérations et les qualifications, le SNUI et SUD Trésor appellent les agents à se réunir pour débattre du contexte, s'approprier les enjeux et se préparer à l'action.

Paris, le 29 janvier 2008